

Combien coûte un confinement ?

Etude des secteurs du Commerce de détail et de l'Hôtellerie – Restauration.

INTRODUCTION.	3
METHODOLOGIE.	4
STATISTIQUES DESCRIPTIVES.	5
NIVEAU NATIONAL.	5
EVOLUTION DU PIB EN PRIX CHAINES– FRANCE METROPOLITAINE.	5
TAUX DE CHOMAGE – FRANCE METROPOLITAINE.	6
INDICATEUR DE CONFIANCE DES MENAGES.	7
INDICATEUR DE CLIMAT DES AFFAIRES – SECTEURS COMMERCE & SERVICE.	7
INDICE DES VOLUMES DE VENTES & INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX.	8
INDICATEURS HAUTE FREQUENCE.	9
NIVEAU SECTORIEL.	10
COMMERCE DE DETAIL.	11
GLOBALEMENT	11
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LE CHIFFRE D’AFFAIRES.	12
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LES EFFECTIFS EQUIVALENT TEMPS PLEIN.	13
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LE NOMBRE TOTAL D’ENTREPRISES.	14
HOTELLERIE – RESTAURATION.	14
GLOBALEMENT	14
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LE CHIFFRE D’AFFAIRES	15
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LES EFFECTIFS EQUIVALENT TEMPS PLEIN.	16
IMPACT DES CONFINEMENTS SUR LE NOMBRE TOTAL D’ENTREPRISES.	16
PREVISIONS ET QUANTIFICATION.	17
NIVEAU NATIONAL	17
1ER CONFINEMENT (PERIODE DE MARS A MAI).	17
2EME CONFINEMENT (PERIODE DE NOVEMBRE A DECEMBRE).	17
NIVEAU SECTORIEL.	18
COMMERCE DE DETAIL.	18
CONCLUSION.	21

INTRODUCTION.

Dans le contexte d'une crise sanitaire mondiale sans précédent, initiée par la propagation rapide du Covid-19, les gouvernements à travers le monde ont été contraints d'adopter des mesures drastiques pour limiter la propagation du virus. La France, en particulier, a fait face à plusieurs phases de confinement et de restrictions sociales qui ont eu un impact profond sur l'économie nationale et les secteurs clés. Ce rapport évalue les conséquences économiques, sociales des confinements en France, se concentrant sur le Commerce de détail et l'Hôtellerie-Restauration, secteurs parmi les plus touchés.

La pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires associées ont imposé un premier confinement le 17 mars, suivi d'un déconfinement le 11 mai, avant l'instauration d'un deuxième confinement à partir du 30 octobre, allégé le 28 novembre et levé le 15 décembre. Outre les confinements, des couvre-feux ont été mis en place dès le 17 octobre, étendus ensuite à d'autres régions, accompagnés de mesures locales telles que des restrictions dans certaines métropoles. Ces actions, indispensables pour la santé publique, ont cependant entraîné un ralentissement économique majeur, accentué par la fermeture des commerces non essentiels, bars, et restaurants. Ces mesures ont aussi coûté cher, le déficit public français passant de -3.1 (en % du PIB) en 2019 à -9.2% en 2020.

L'impact économique de la pandémie et des confinements se caractérise par une baisse des revenus et une augmentation des difficultés budgétaires pour de nombreux ménages, notamment les plus précaires, malgré une augmentation de l'épargne observée lors du premier confinement. Cet aspect cache cependant des réalités très diverses au sein de la population. D'un point de vue social et psychologique, les restrictions de déplacements et de rassemblements ont considérablement affecté les relations sociales, entraînant une hausse des troubles anxieux et d'autres problèmes de santé mentale.

Sur le plan organisationnel, la crise a mis en évidence la nécessité d'assurer la continuité des services publics malgré les restrictions, parfois en ayant recours à des réquisitions, et a imposé la création d'un cadre juridique adapté, notamment via la mise en place d'un "état d'urgence sanitaire".

Les secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie-restauration, en raison de leur sensibilité aux mesures sanitaires et leur interaction directe avec le public, figurent parmi les plus impactés. Le commerce de détail, ainsi que l'hôtellerie-restauration, ont tous été confrontés à des défis sans précédent. L'analyse repose sur les données fournies par l'INSEE, notamment à travers ses fiches sectorielles, suivant une méthodologie révisée en 2017. L'objectif est de dresser un tableau général de l'impact des confinements sur l'économie française, en s'intéressant aux principaux indicateurs nationaux, avant de se concentrer dans les spécificités sectorielles.

Le rapport se structure autour de plusieurs parties principales : après cette introduction, une section méthodologie détaillera les outils et approches utilisés pour l'analyse. Suivra une analyse statistique descriptive des données, permettant de se concentrer sur la mesure de l'impact du confinement, au niveau national comme au niveau sectoriel, dans le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration. Enfin, la présentation des résultats et une conclusion synthétiseront les résultats.

1. METHODOLOGIE.

L'étude repose sur une gamme de données macroéconomiques françaises ainsi que sur des données spécifiques aux secteurs du Commerce de détail et de l'Hôtellerie-Restauration. Ces données proviennent principalement de deux ensembles de données de l'INSEE, qui sont Principaux indices et séries chronologiques et Fiches Sectorielles. Si l'analyse des données nationales va permettre de mettre en perspective l'impact du confinement sur les secteurs étudiés, les données sectorielles doivent permettre de donner une estimation du coût du confinement pour les commerces de détails et l'hôtellerie – restauration. La quantification du coût du confinement nécessite une approche qui englobe les dimensions économiques et sociales pour obtenir une perspective complète des répercussions. Les variables choisies offrent un aperçu approfondi de la santé financière des entreprises et de l'impact sur l'emploi, deux aspects cruciaux affectés par les périodes de confinement.

Au sein du vaste domaine du Commerce, l'analyse est centrée sur le Commerce de détail, excluant spécifiquement les automobiles et les motocycles ainsi que le commerce de gros, afin de capter les transactions les plus proches de la consommation des ménages et leurs comportements d'achat quotidiens. Pour le secteur des Services, l'hôtellerie et la restauration ont été identifiés comme les sous-secteurs de choix en raison de leur exposition directe et considérable aux fluctuations touristiques et aux mesures de confinement, fournissant ainsi des données cruciales sur l'impact économique des fermetures d'entreprises et les changements de comportement des consommateurs dans l'accueil et la restauration.

Pour estimer de manière rigoureuse le coût économique et social des confinements, une sélection de variables a été opérée. Au niveau national, des variables macroéconomiques clés seront scrutées : le Produit Intérieur Brut (PIB) et le taux de chômage. En ce qui concerne les variables sectorielles, l'approche se veut aussi complète que possible. Le chiffre d'affaires hors taxes (en millions d'euros), les Effectifs équivalent temps plein (ETP) et le Nombre total d'entreprises fourniront un aperçu pour les secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie-restauration, mettant en exergue les effets des confinements sur les revenus, l'emploi et le nombre d'entreprises. Ces variables, communes aux deux secteurs étudiés, permettront de les comparer. Pour le commerce de détail, la marge commerciale, le taux de marge commerciale et la part des ventes en ligne seront des indicateurs de performance et de résilience. Pour l'hôtellerie-restauration, l'Excédent Brut d'Exploitation, les investissements corporels bruts hors apports et la valeur ajoutée hors taxes permettront d'évaluer la rentabilité opérationnelle et la valeur économique générée par ces secteurs. Ces variables sont également utilisées dans la littérature¹ pour évaluer le coût de la pandémie et des mesures restrictives sur les entreprises.

Des modèles prédictifs sont ensuite utilisés pour générer des prévisions pour la période 2020-2021, tant pour les indicateurs nationaux que pour les variables sectorielles. L'objectif est de comparer ces prévisions aux valeurs réellement observées afin d'isoler l'impact des confinements. Le calcul des écarts entre les prévisions et les réalisations permet une quantification directe de l'impact économique des confinements. Si une quantification globale précise semble difficile, il est possible d'exprimer le coût des confinements en termes de données comptables et en termes de données socio – économiques.

¹ DAUVIN Magali, DUCOUDRE Bruno, HEYER Éric et al., « Évaluation au 26 juin 2020 de l'impact économique de la pandémie de la Covid-19 et des mesures du confinement et du déconfinement en France », *Revue de l'OFCE*, 2020/2 (166), p. 111-160.

Variables nationales.

Variables	Périodicité	Plage Temporelle
Produit Intérieur Brut (PIB)	Trimestrielle	1949-01 à 2023-10
Taux de chômage	Trimestrielle	1975-01 à 2023-10

Variables sectorielles communes.

Variables	Période	Définition
Chiffre d'affaires hors taxes (en millions d'euros)	2016 - 2021	Revenus totaux obtenus par les services d'hôtellerie et de restauration, avant déduction des taxes.
Effectifs équivalent temps plein (ETP) sur l'exercice comptable	2016 - 2021	Nombre d'employés en équivalent temps plein, permettant une comparaison uniforme de la main-d'œuvre.
Nombre total d'entreprises	2016 - 2021	Total d'établissements actifs dans le secteur hôtelier et de restauration.

2. STATISTIQUES DESCRIPTIVES

1. NIVEAU NATIONAL.

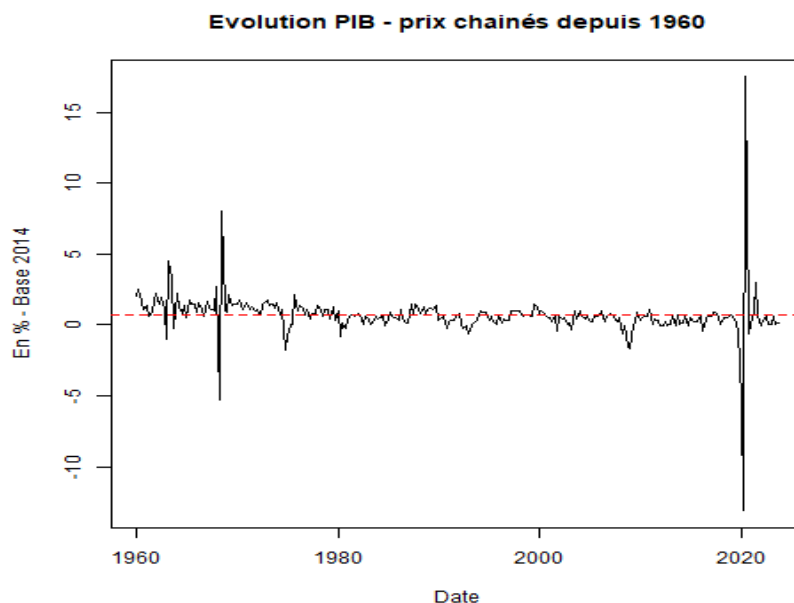
Avant de s'intéresser aux secteurs du Commerce et de l'Hôtellerie – Restauration, il convient d'appréhender les impacts de la crise sanitaire et des confinements sur les variables des comptes nationaux. En premier lieu, l'évolution du PIB et du taux de chômage sont deux indicateurs clés de la santé économique du pays, auxquels il faut prêter attention. Ensuite, des soft datas, comme l'indice de confiance des ménages ou l'indice de climat des affaires par secteur, construites à la suite d'enquêtes d'opinions, permettront d'évaluer l'impact psychologique de la situation sur les consommateurs. Enfin, des indicateurs haute fréquence, comme le nombre de transactions par carte bancaire, donnerons un aperçu de l'ampleur des conséquences des confinements.

Evolution du PIB en prix chaînés– France Métropolitaine.

Il existe trois manières de concevoir le Produit Intérieur Brut. L'approche par la demande est la plus pertinente pour cette analyse, où le PIB est calculé comme la somme de la consommation des ménages, des dépenses publiques, de l'investissement, ajoutée à la variation des stocks, et la différence entre les exportations et les importations. C'est cette troisième approche qui est ici considérée, le PIB étant ainsi un agrégat de plusieurs données, comme les dépenses publiques, très impactées par la crise sanitaire. Le PIB en prix chaînés est une méthode de mesure de la production économique qui prend en compte l'inflation et permet de comparer le PIB réel d'une année sur l'autre en ajustant les prix pour éliminer l'effet de l'inflation. Dans le calcul, une année de base est choisie, mais contrairement aux méthodes traditionnelles, le poids de chaque composante de l'agrégat économique est recalculé chaque année.

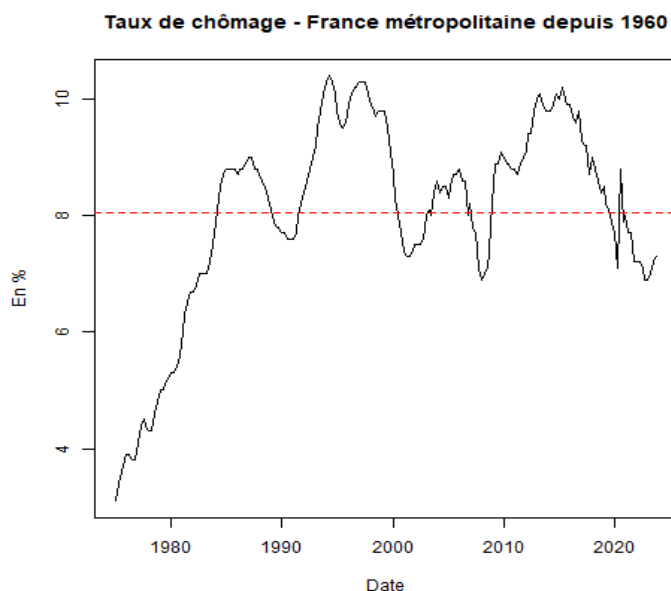
L'évolution du PIB a enregistré une baisse significative en 2020, passant sous la barre des -10%. La profondeur de la récession reflète les arrêts d'activité et la baisse de la consommation et de l'investissement qui ont accompagné les périodes de confinement. La littérature révèle une contribution du premier confinement à la dégradation annuelle du PIB de 5%.²

² DAUVIN Magali, DUCOUDRE Bruno, HEYER Éric et al., « Évaluation au 26 juin 2020 de l'impact économique de la pandémie de la Covid-19 et des mesures du confinement et du déconfinement en France », *Revue de l'OFCE*, 2020/2 (166), p. 111-160.



Taux de chômage – France Métropolitaine.

Le chômage, selon le Bureau International du Travail, est défini par plusieurs critères précis. Une personne est classée comme chômeuse si elle a plus de 15 ans, n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, est disponible pour commencer à travailler dans les deux semaines suivantes, et a cherché activement du travail au cours des quatre dernières semaines, ou a un emploi qui commence sous trois mois.



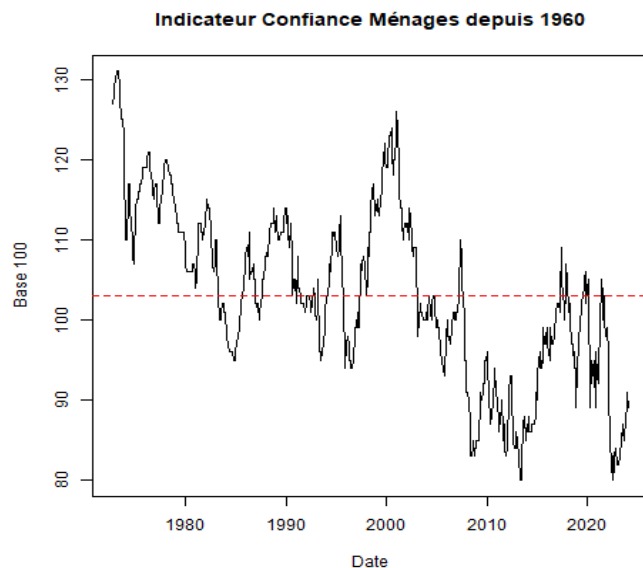
Il est clair, à la vue de ce graphique, que le chômage a connu une augmentation liée à la pandémie. Cela dit, cette augmentation semble d'ampleur modérée, avec 1% environ de chômeurs supplémentaires. Le taux de chômage est ensuite rapidement revenu à ses standards prépandémie, révélant sans doute l'efficacité des mesures de protection de l'emploi (mise en place du chômage partiel, subventions aux entreprises). Il faut donc s'attendre à observer une diminution des effectifs temps plein à cette période au sein des secteurs étudiés.

Cependant, la littérature indique que le taux de chômage est passé de 7,7 % en février 2020 à 23,7 % en avril 2020 »³, ce qui n'est pas visible dans les données utilisées ici, en raison de la définition du chômage et de la spécificité du chômage partiel, non comptabilisé.

³ KANDOUSSI Malak, LANGOT François, « Confinement et chômage en France », *Revue d'économie politique*, 2021/6 (Vol. 131), p. 971-1009.

Indicateur de Confiance des Ménages.

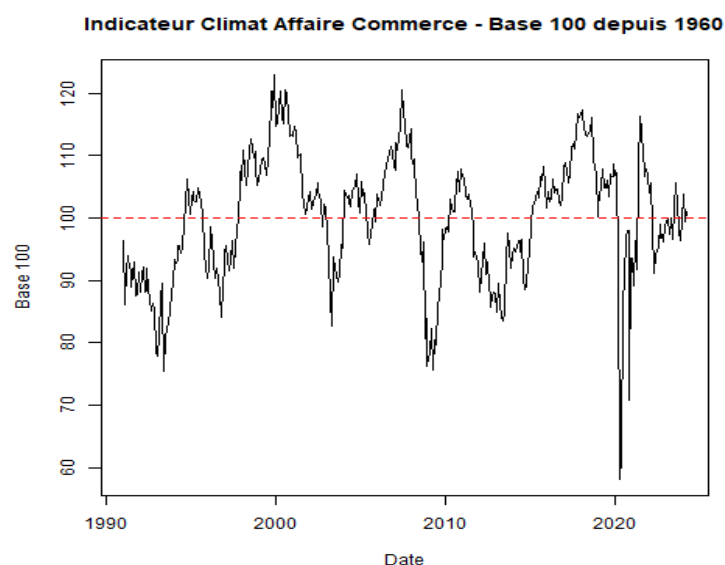
L'indicateur de confiance des ménages semble très volatile, notamment dans les dernières années. L'indice est descendu à 90 fin 2019 avant de remonter puis d'atteindre à nouveau un seuil inquiétant. Cela traduit l'inquiétude croissante de la population à l'apparition de la pandémie et à l'annonce des confinements. L'impact psychologique des restrictions a sans doute participé à la baisse de cet indice. Il faut s'attendre à une évolution similaire des indices de confiance dans les affaires.



Indicateur de Climat des Affaires – secteurs Commerce & Service.

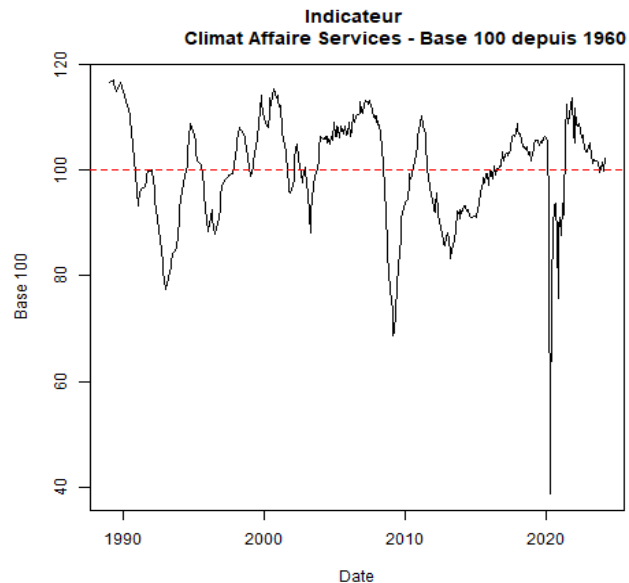
Si cette analyse redéfinit les secteurs étudiés, il reste pertinent d'observer l'évolution des indicateurs du climat des affaires dans le Commerce et les Services. En effet, les sous – secteurs sélectionnés sont les plus touchés par les mesures de restrictions liées à la pandémie, et il semble évident que l'indicateur de climat des affaires est représentatif de l'inquiétude concernant ces activités.

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) est un outil statistique conçu pour fournir un résumé des tendances économiques en évaluant les perspectives des entreprises. Les données brutes, issues d'enquêtes auprès des entreprises, sont souvent complexes et difficiles à interpréter dans un contexte macroéconomique. Ainsi, le ICA condense ces informations en un seul indice.



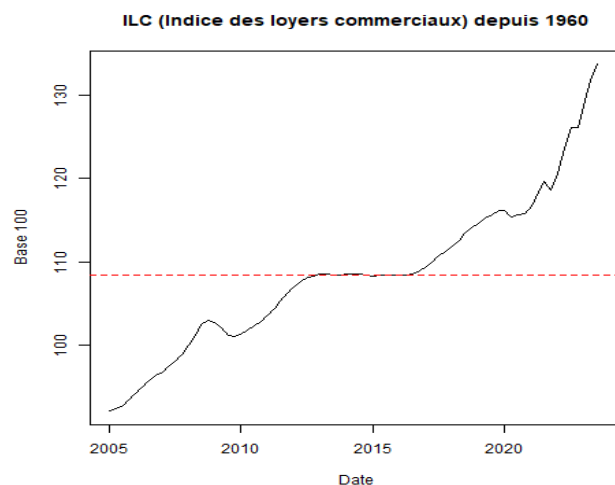
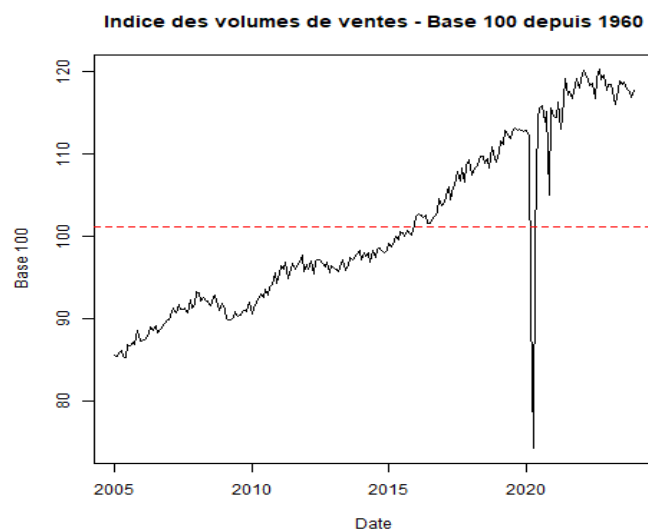
Comme attendu, en 2020, l'indice du climat des affaires pour le secteur Commerce a chuté en dessous de 60, la plus haute chute depuis la création de cet indice. Cela révèle l'incertitude générée par un événement inédit dans l'histoire récente. Il faut s'attendre à une chute des investissements dans ce secteur. L'indice a cependant très vite retrouvé son niveau moyen (droite en rouge).

Comme pour le secteur du Commerce, le secteur des Services a vu le climat des affaires se dégrader fortement, chutant ici à 40, une baisse d'une ampleur inédite et encore plus importante que dans le secteur du Commerce. Il semblerait donc que l'incertitude générée par la crise ait encore plus affecté les services, et plus particulièrement l'hôtellerie et la restauration, comme les différents discours post pandémie le suggère.



Indice des volumes de ventes & Indice des loyers commerciaux.

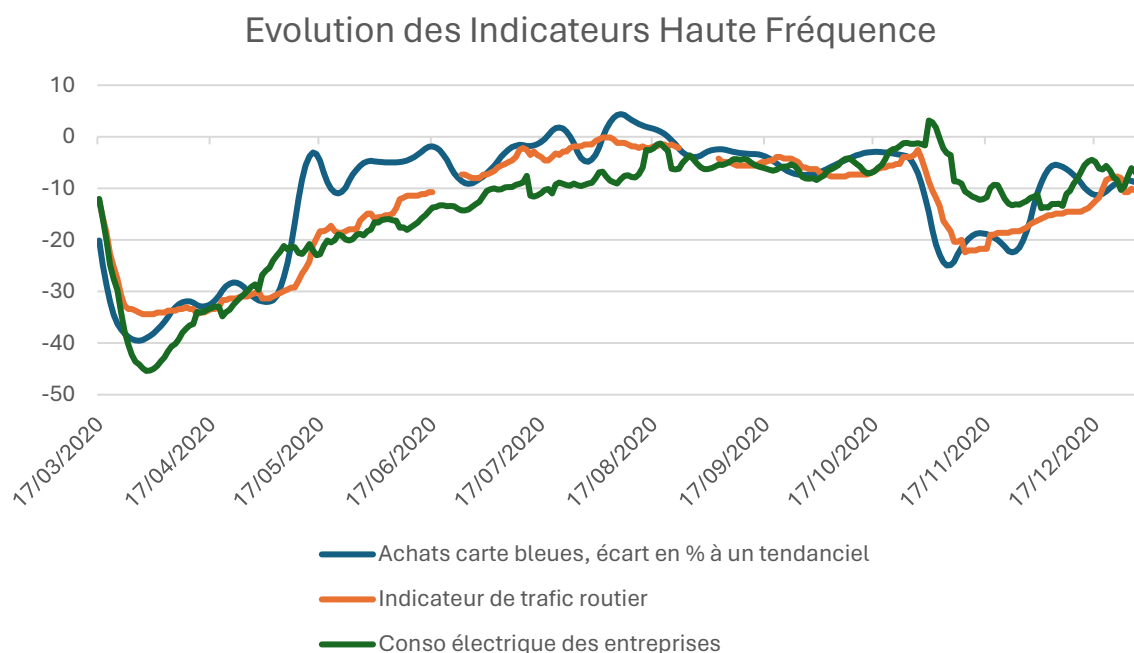
La chute abrupte des volumes de vente en 2020 coïncide avec les périodes de confinement strict, indiquant une réduction des activités commerciales pendant cette période. Cela reflète directement les restrictions imposées aux établissements commerciaux et les modifications des comportements d'achat. Cela explique également en partie la chute dans les indices de climat des affaires vu précédemment.



L'indice des loyers commerciaux a continué sa tendance à la hausse, mais la trajectoire ascendante semble s'accélérer depuis 2020. Cela pourrait refléter un décalage entre les loyers commerciaux et la réalité économique des entreprises. L'accélération pourrait être en partie due à un « rattrapage » de l'année 2020, où les loyers ont même baissé, potentiellement due à des contrats de location à long terme ou à des mesures de soutien qui ont retardé les ajustements de marché.

Indicateurs Haute Fréquence.

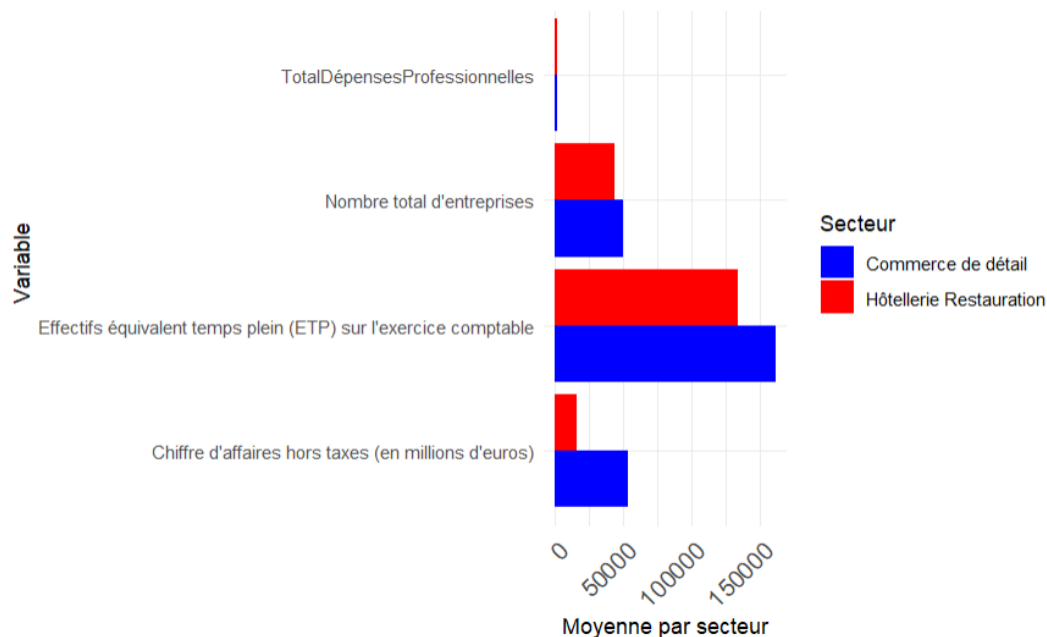
Les indicateurs haute fréquence sont des outils utiles pour l'analyse conjoncturelle en temps réel, surtout dans le contexte de changements rapides et imprévus comme ceux induits par la crise de la COVID-19. La consommation électrique des entreprises est utilisée comme proxy pour suivre l'activité du secteur manufacturier notamment. Les transactions par carte bancaire (CB) sont analysées pour recueillir des données sur les habitudes de consommation des ménages. Enfin, l'indicateur de trafic routier permet une mesure assez précise de l'impact des restrictions du confinement sur les déplacements.



A l'annonce du confinement, le 17 mars, on constate une diminution très importante des trois indicateurs. Les entreprises ont, pour une grande majorité, interrompue leurs activités, réduisant également leur participation au trafic routier. De la même manière, les restrictions imposant une limite de déplacement autour du domicile, l'absence des automobilistes se ressent dans cet indicateur. Enfin, les consommateurs ne pouvant plus atteindre les différents commerces, la chute des achats par carte bleue est logique.

Cependant une augmentation et un retour à la moyenne (0) après le déconfinement en mai et pendant l'été 2020. Mais une nouvelle chute des trois indicateurs est observable au moment du second confinement, avec une ampleur modérée par rapport au premier. Cela laisse supposer un impact moindre du second confinement.

2. NIVEAU SECTORIEL.



Le nombre total d'entreprises est plus élevé dans le Commerce par rapport à l'Hôtellerie-Restauration. On constate également que le Commerce a une demande de travail plus importante que l'autre secteur. Concernant le chiffre d'affaires hors taxes, on observe que le Commerce surpasse aussi nettement l'Hôtellerie-Restauration. Finalement, le secteur Commerce de détail a un poids plus important dans l'économie que le secteur de l'Hôtellerie – Restauration.

Pour le secteur du Commerce de détail, une série d'indicateurs financiers et économiques est disponible pour analyser sa santé et sa performance. La marge commerciale est la différence entre le coût des marchandises vendues et le chiffre d'affaires hors taxes ; elle permet d'évaluer le profit brut réalisé par les ventes. Le taux d'autofinancement, quant à lui, indique quel pourcentage de l'investissement est financé par l'épargne interne de l'entreprise, ou ses propres ressources, plutôt que par emprunt ou autres sources externes de financement. Le taux d'investissement, donné par le rapport FBCF/VA, mesure la part de la Valeur Ajoutée (VA) qui est réinvestie dans l'entreprise. La FBCF représente la Formation Brute de Capital Fixe, autrement dit, l'investissement brut réalisé par les entreprises, et cet indicateur reflète donc l'intensité d'investissement par rapport à la valeur créée par l'entreprise. Le taux de marge commerciale, représentant la marge commerciale divisée par le chiffre d'affaires, met en lumière l'efficacité avec laquelle une entreprise convertit les ventes en profits bruts. Le taux de marge d'exploitation, qui compare l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée, offre une perspective sur la performance opérationnelle en excluant les effets des structures financières et fiscales. Enfin, le taux de rentabilité économique évalue l'efficacité avec laquelle l'entreprise utilise tous ses ressources pour générer des bénéfices, ce qui est crucial pour les investisseurs et les gestionnaires en termes de décisions stratégiques.

Dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, l'excédent brut d'exploitation représente le profit généré par les entreprises avant la prise en compte des charges financières, des amortissements et des impôts sur les bénéfices. Il est donc un indicateur clé de la rentabilité opérationnelle des entreprises. Les investissements corporels hors apports illustrent le volume des investissements réalisés dans des actifs physiques tels que les propriétés et l'équipement, qui sont essentiels pour la prestation de services dans l'hôtellerie et la restauration. Ces investissements sont souvent un précurseur de la croissance future et de la capacité à attirer

et à servir plus de clients. La valeur ajoutée des branches (VA) est un indicateur économique fondamental qui mesure la contribution nette d'une branche d'activité spécifique à l'économie d'un pays. Elle est calculée en soustrayant la consommation intermédiaire (les biens et services consommés dans le processus de production) de la production brute. En d'autres termes, elle reflète le surplus ou la valeur créée par une branche après avoir payé pour les intrants intermédiaires. Cet indicateur est particulièrement pertinent pour évaluer l'impact économique global du secteur et sa place dans l'économie plus large. Collectivement, ces indicateurs permettent aux décideurs de comprendre la santé financière, le potentiel de croissance et la stabilité du secteur de l'hôtellerie et de la restauration.

Les données sectorielles sont issues des Fiches sectorielles de l'INSEE, de 2016 à 2021, réalisées selon la méthodologie révisée en 2017. Les sous – secteurs du Commerce sont codés avec un C suivi d'un code, correspondant à ce secteur d'activité dans les fiches sectorielles. De même pour les sous – secteurs de l'hôtellerie – restauration, sélectionnés parmi les sous – secteurs du secteur Services, qui commence par HR.

2.1. COMMERCE DE DETAIL.

C471 : Commerce de détail en magasin non spécialisé

C472 : Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé

C473 : Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé

C474 : Commerce de détail d'équipements de l'information et de la communication en magasin spécialisé

C475 : Commerce de détail d'autres équipements du foyer en magasin spécialisé

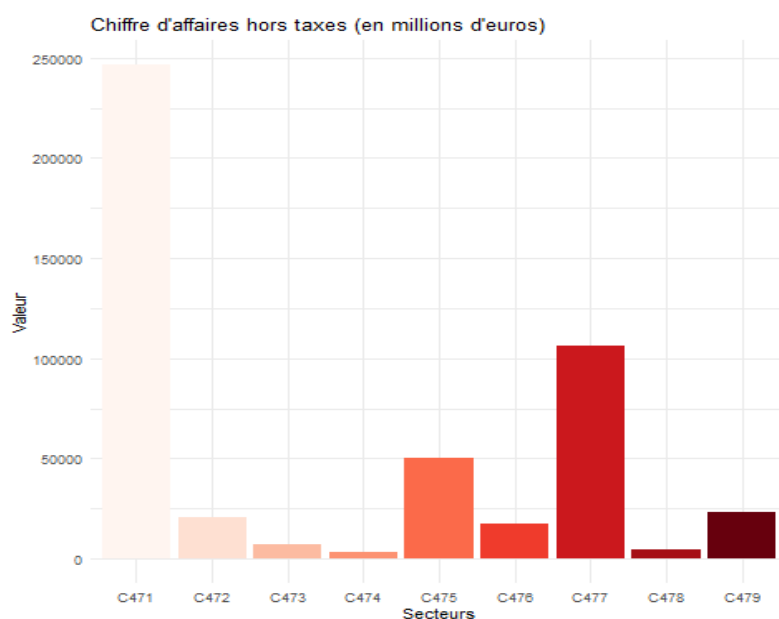
C476 : Commerce de détail de biens culturels et de loisirs en magasin spécialisé

C477 : Autres commerces de détail en magasin spécialisé

C478 : Commerce de détail sur éventaires et marchés

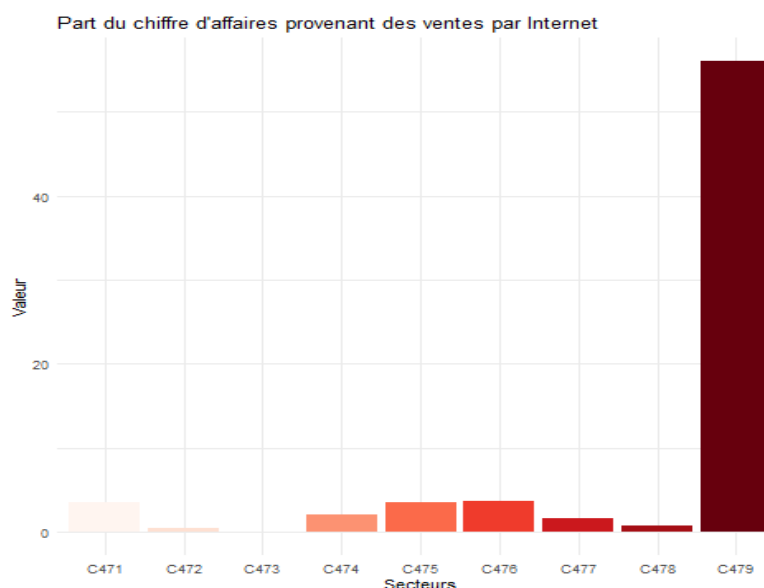
C479 : Commerce de détail hors magasin, éventaires ou marchés

Globalement



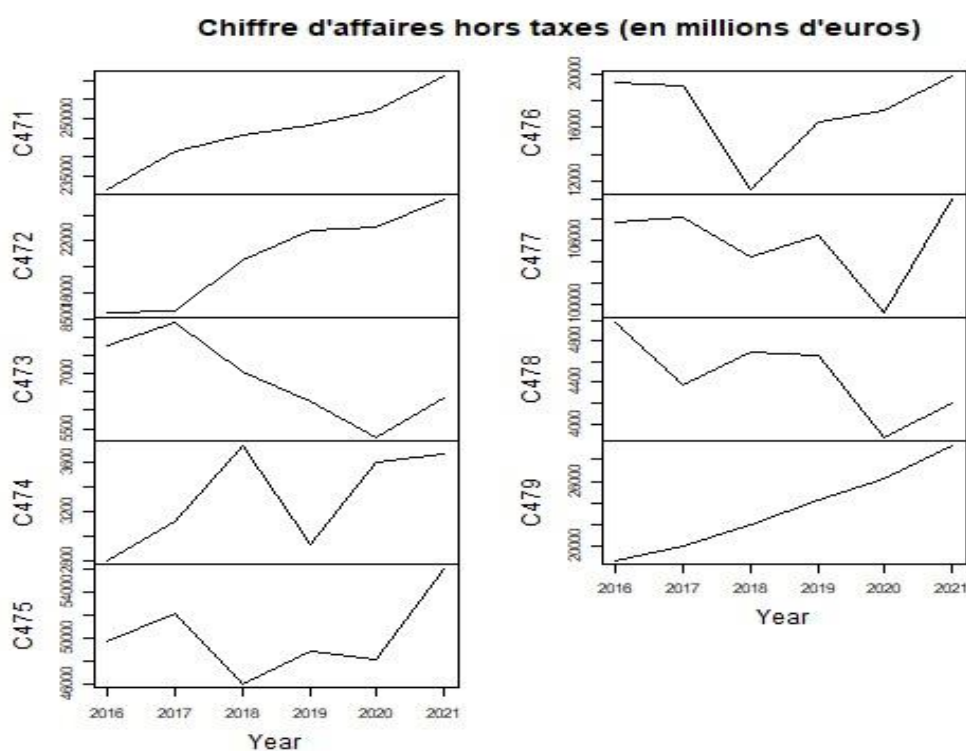
Les commerces de détail en magasin non spécialisé (C471) dominent nettement les autres catégories avec un chiffre d'affaires moyen – sur la période 2016 à 2021 – bien plus élevé, ce qui semble cohérent puisque ce secteur inclue les grandes surfaces et hypermarchés. Les autres commerces de détail en magasin spécialisé (C477) réalisent un chiffre d'affaires plus que deux fois moindre, et le reste des sous – secteurs réalise des chiffres d'affaires bien plus modestes.

Les commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés (C479), réalisent une part significativement plus grande de ses ventes réalisées en ligne, presque 60%. Cela indique une forte présence digitale et une probable capacité à atteindre les consommateurs directement chez eux, un avantage concurrentiel notable pendant les périodes de confinement qui devrait être observé dans les données.



De plus, les commerces de détail sur éventaires et marchés (C478), et commerces de détail hors magasin éventaires ou marchés (C479) dominent en termes de nombre d'entreprises. Cela pourrait refléter une présence accrue de petites entreprises indépendantes ou de micro-entrepreneurs dans ces domaines, qui sont souvent moins coûteux à lancer et à opérer. En comparaison, les sous-secteurs comme commerces de détail de carburants (C473) présentent le moins d'entreprises, ce qui peut être dû à des barrières à l'entrée plus élevées comme des investissements initiaux importants.

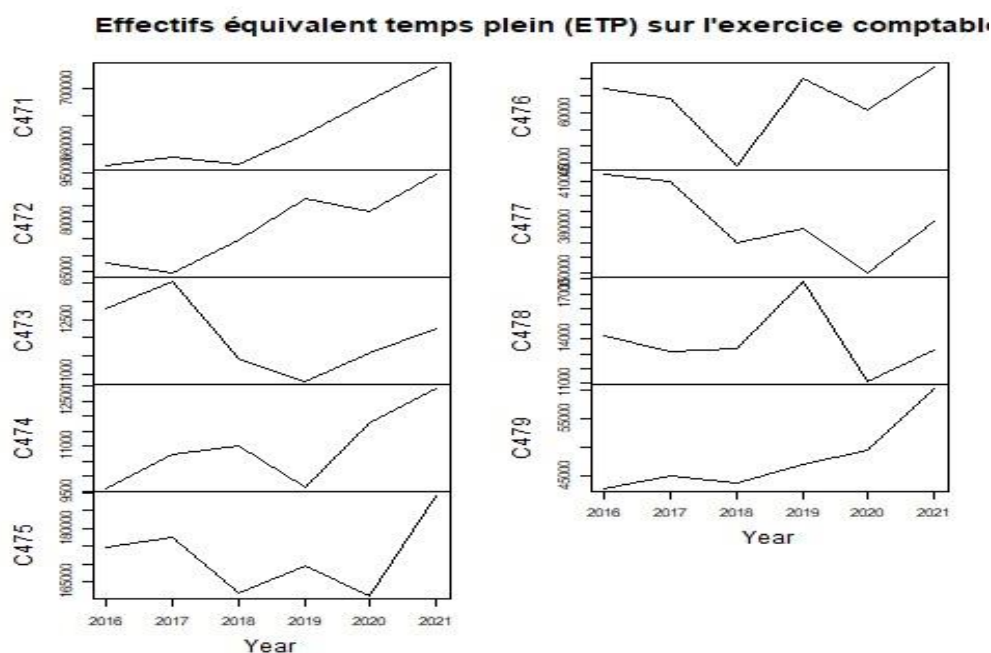
Impact des confinements sur le Chiffre d'affaires.



Les commerces de détail alimentaire en magasin spécialisé (C472) et de détail en magasin non spécialisé (C471), qui comprennent les hypermarchés, montrent une croissance, tandis que la vente de carburants (C473) chute fortement en 2020, ce qui est cohérent avec la chute du trafic routier observée précédemment. Les commerces de biens culturels et de loisirs (C476) paraissent résistants à la crise, à l'inverse d'autres commerces spécialisés (C477) et des marchés (C478) qui subissent une baisse marquée en 2020. Le commerce hors magasin (C479) est le seul secteur à ne pas avoir connu de baisse sensible de son chiffre d'affaires, probablement grâce au commerce en ligne, moyen par lequel une majorité des ventes de ce secteur sont réalisées.

L'évolution du chiffre d'affaires la plus inquiétante concerne la vente de carburants et les marchés, la reprise semblant également très lente. Les conséquences potentielles directes pourraient être la diminution du nombre d'entreprises, à la suite de la fermeture des plus fragiles qui n'auraient pas surmonté la crise, et indirectement la destruction de nombreux emplois.

Impact des confinements sur les Effectifs équivalent temps plein.

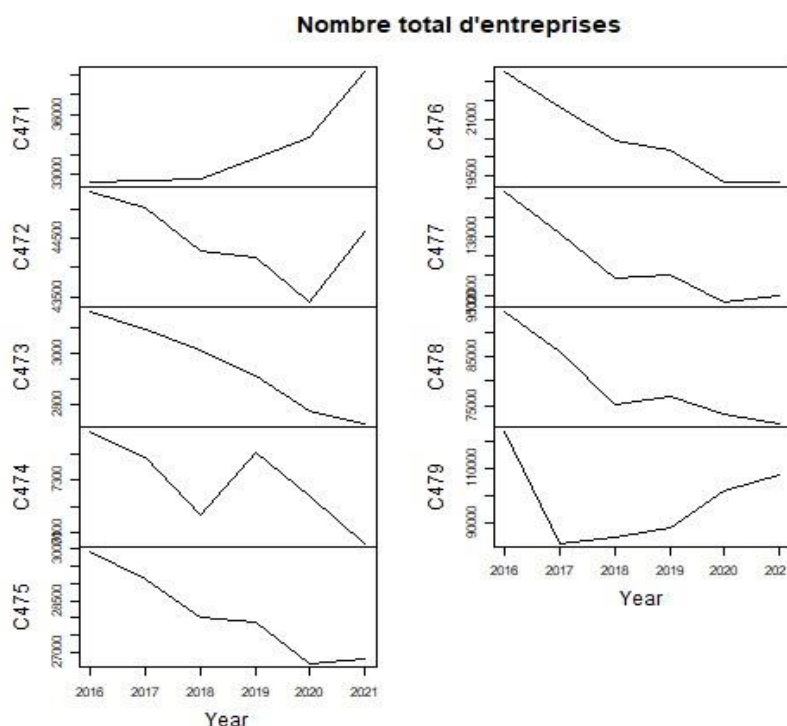


Une tendance globalement ascendante pour les commerces de détail en magasin non spécialisé (C471), les grandes surfaces principalement, indique une augmentation de l'emploi dans ce domaine. Les spécialisés en alimentation (C472) subissent une baisse d'ETP en 2020. Le commerce d'équipements de l'information et de la communication (C474) et des équipements du foyer (C475) affiche des variations positives sur l'emploi en 2020 et 2021. Les biens culturels et de loisirs (C476) ont connus une légère baisse, tandis que d'autres commerces spécialisés (C477) et les ventes sur éventaies et marchés (C478) présentent des réductions bien plus fortes d'ETP en 2020. Le commerce hors magasin (C479) montre une augmentation stable des ETP, suggérant une adaptation au contexte de la pandémie grâce aux canaux de vente à distance.

Ainsi, le secteur qui semble le plus sensible à la crise sont les marchés et les commerces spécialisés, parmi lesquels les plus fragiles ont bénéficié d'aide d'état, parfois insuffisantes.

Impact des confinements sur le nombre total d'entreprises.

La tendance générale pour les hypermarchés et autre détail en magasin non spécialisé (C471) est à la hausse, là où le nombre de commerces de détail alimentaire spécialisé (C472) montre une diminution notable en 2020, ce qui peut refléter la fermeture d'entreprises ou des fusions à la suite des restrictions de confinement. Le nombre de commerces de biens culturels et de loisirs (C476) se stabilise après la pandémie. D'autres commerces spécialisés (C477) et les ventes sur éventaires et marchés (C478) voient leur nombre baisser en 2020, suggérant un impact direct des mesures restrictives. Finalement, le nombre de commerces hors magasin (C479) présente logiquement une légère croissance.



2.2. HOTELLERIE – RESTAURATION.

HR551 : Hôtels et hébergement similaire

HR552 : Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée

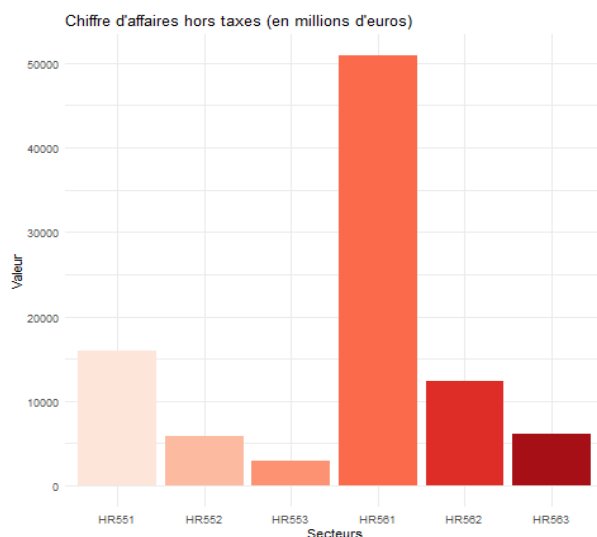
HR553 : Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs

HR561 : Restaurants et services de restauration mobile

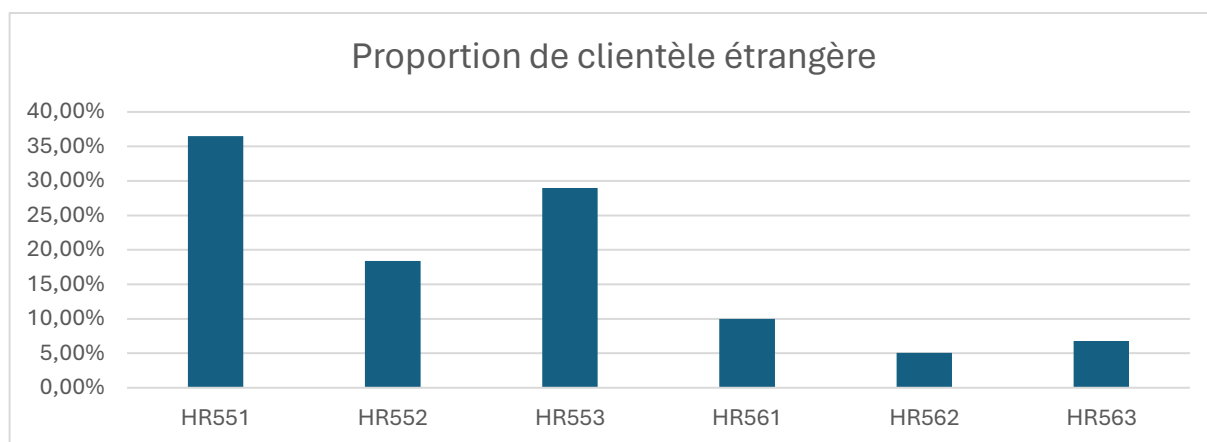
HR562 : Traiteurs et autres services de restauration

HR563 : Débits de boissons

Globalement

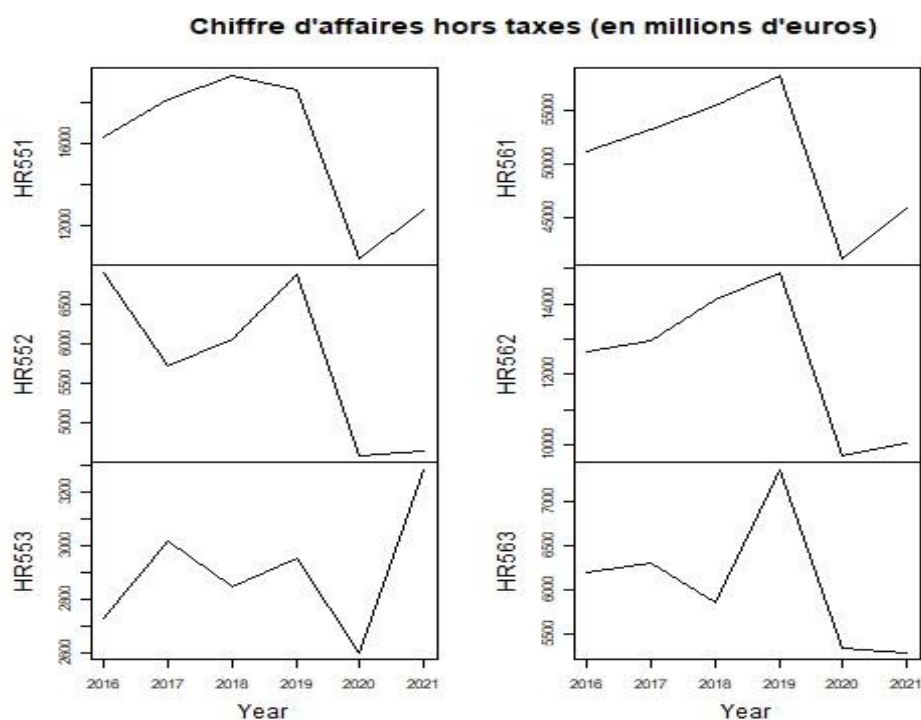


Le sous-secteur restaurants et services de restauration mobile (HR561), se démarque nettement avec le chiffre d'affaires le plus élevé, soulignant le poids économique considérable de la restauration traditionnelle et mobile dans le secteur des services. Avec des chiffres d'affaires nettement inférieurs viennent les hôtels et hébergements similaires (HR551), les "Traiteurs et autres services de restauration" (HR562) et "Débits de boissons" (HR563). Cela met en évidence l'hétérogénéité au sein de l'industrie hôtelière et de restauration en termes de génération de revenus.



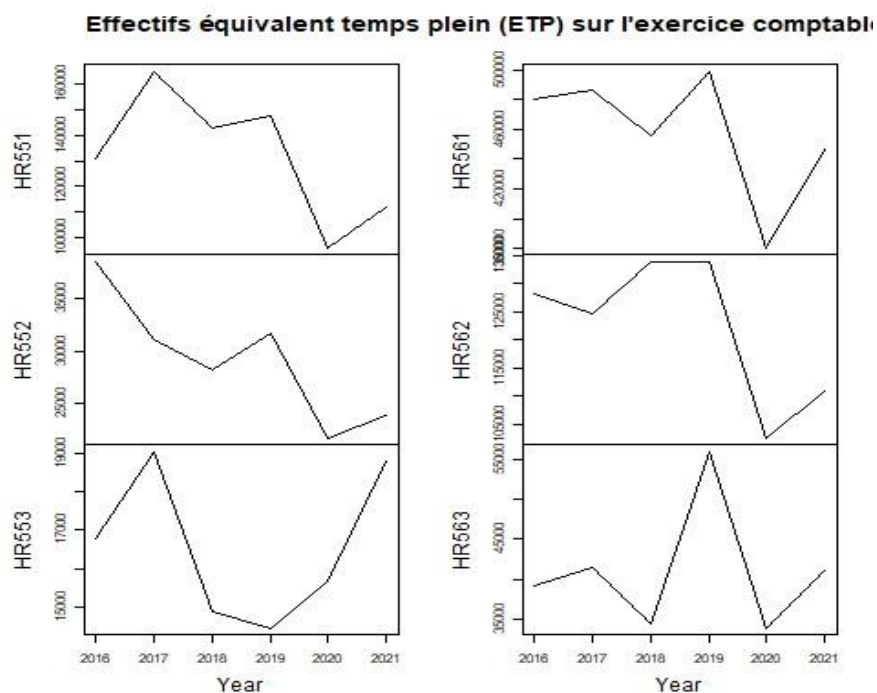
Les secteurs de l'hôtellerie (HR551) et celui des terrains de campings (HR553) sont les secteurs avec la plus grande proportion de clientèle étrangère, suivis par les hébergements touristiques (HR552). Ces sous – secteurs, dont l'activité était proche de zéro pendant les confinements, ont sans doute subi les effets des restrictions dans la durée, la quantité de touristes ayant fortement diminué depuis la pandémie.

Impact des confinements sur le Chiffre d'affaires



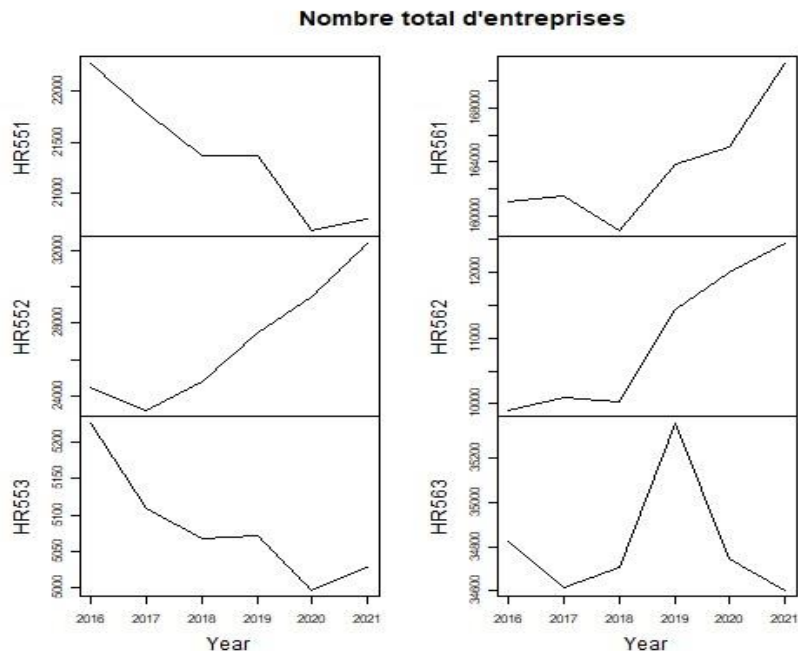
Tous les sous-secteurs subissent une chute drastique en 2020, reflétant directement l'impact des restrictions de voyage dues à la pandémie. En 2021, une reprise est visible, mais ne semble pas retrouver les niveaux pré-pandémie, ce qui pourrait indiquer un redressement progressif ou des changements persistants dans les comportements.

Impact des confinements sur les Effectifs équivalent temps plein.



Pour les ETP, une tendance à la baisse est visible en 2020 dans tous les segments, illustrant les effets des confinements et des restrictions sanitaires sur l'emploi. On observe à nouveau une croissance entre 2020 et 2021 là aussi pour tous les secteurs, mais les ETP ne retrouvent pas leur niveau pré-pandémie.

Impact des confinements sur le nombre total d'entreprises.



En ce qui concerne le nombre total d'entreprises, l'année 2020 révèle une situation mixte, avec certains segments comme les restaurants (HR561) et les traiteurs (HR562) montrant une croissance ou une stabilité, tandis que d'autres comme HR563 connaissent une diminution significative, ce qui pourrait refléter la fermeture d'entreprises face à la crise.

3. PREVISIONS ET QUANTIFICATION

Les prévisions sont réalisées d'après les données précédentes à l'année 2020. Pour les variables nationales, les prévisions sont effectuées pour les périodes trimestrielles de 2020, année durant laquelle le premier confinement correspond au premier et deuxième trimestre, et le second confinement au quatrième trimestre. Pour les variables sectorielles, les points de données sont annuels, les prévisions également.

1. NIVEAU NATIONAL

La méthode de prévision consiste à estimer le degré de différenciation nécessaire pour rendre la série stationnaire, afin de pouvoir y appliquer un modèle de prévision ARIMA. Les paramètres sont choisis en fonction du degré de différenciation, déterminés par l'analyse des ACF et PACF. Le meilleur modèle est choisi d'après le critère de l'AIC. Ces prévisions se basent sur les valeurs historiques de ces variables.

1^{er} confinement (période de mars à mai).

	Période	Valeur	Prévision	Différence
Chômage (%)	2020 T1	7,10	7,94	-0,84
	2020 T2	8,80	7,73	1,07
Evolution du PIB (%)	2020 T1	-13,10	0,07	-13,17
	2020 T2	17,50	0,34	17,16

On constate que lors du premier confinement, le taux de chômage a été 1% plus élevé que les prévisions. Le PIB, lui, enregistre une évolution de -13% au premier trimestre (1 mois et demi de confinement) par rapport au trimestre précédent. Au second trimestre (1 mois de confinement), l'évolution est de +17% par rapport au trimestre précédent, illustrant la forte reprise d'activité au déconfinement.

2^{ème} confinement (période de novembre à décembre).

	Période	Valeur	Prévision	Différence
Chômage (%)	2020 T3	7,90	7,69	0,21
	2020 T4	8,00	8,16	-0,16
Evolution du PIB (%)	2020 T3	-0,60	0,32	-0,92
	2020 T4	0,00	0,29	-0,29

Pour le second confinement (T4 2020), le taux de chômage a été inférieur de 0,16 points au T4. Le PIB a été stable au quatrième trimestre, malgré une croissance prévue de 0.29%. Il semble donc que le second confinement ait eu un impact bien moindre sur l'économie que le premier.

2. NIVEAU SECTORIEL

Les points de données étant annuels et limités pour les secteurs étudiés, les prévisions sont réalisées par une méthode plus simple que pour les variables nationales. Il s'agit de la moyenne des années précédentes, encadrée par les deux bornes supérieure et inférieure de l'intervalle de confiance à 95%.

2.1.COMMERCE DE DETAIL.

Les sous – secteurs du commerce de détail ont été touchés par la pandémie de manière différentes, et en termes de chiffre d'affaires, c'est le secteur des Autres commerces de détail en magasin spécialisé (C477) qui semble avoir subi le plus grand manque à gagner. A l'inverse, le secteur des commerces de détail en magasin non spécialisé, dont les hypermarchés et grandes surfaces, ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur aux prévisions. Enfin, le secteur des commerces de détail hors magasin, comprenant le commerce en ligne, semble aussi avoir dépasser largement les prévisions (+ 23.67%). Les prévisions sont donc présentées pour ces trois sous-secteurs, l'objectif étant de comprendre les impacts différents qu'ils ont subi. Les prévisions de l'ensemble des sous-secteurs sont disponibles en annexe (Tableau 5).

Pour le secteur C471, les magasins de détail non spécialisés, les différences observées entre les valeurs réelles et les prévisions indiquent une résilience notable face aux défis posés par la pandémie de COVID-19. Le chiffre d'affaires hors taxes par exemple est excédentaire de 10,264.78 millions d'euros par rapport aux prévisions, ce qui implique une demande soutenue pour les produits ou services du secteur. L'effectif en équivalent temps plein a également dépassé les prévisions de + 6%, suggérant soit une augmentation des heures travaillées, soit une embauche accrue. Globalement, ce secteur a dépassé les prévisions à tout point de vue.

Pour le secteur C477, les performances sont plus mitigées. Le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur de 7,683.27 millions d'euros par rapport aux prévisions (- 7%), suggérant un impact plus sévère de la pandémie. L'effectif en équivalent temps plein est inférieur de 43 233 emplois par rapport à la prévision (- 11%). Ce secteur semble avoir beaucoup souffert pendant l'année 2020.

Enfin, pour le secteur C479, le chiffre d'affaires hors taxes ait connu un excédent de 5 035 millions d'euros par rapport aux prévisions (+ 23%), les effectifs en ETP ont été nettement supérieurs aux attentes, avec un excédent de 4 848 emplois. Ce secteur a dépassé les prévisions, notamment au niveau des indicateurs financiers, le taux d'autofinancement est par exemple supérieur aux prévisions de 12,275 points.

Tableau I. Prévisions pour l'année 2020 pour les sous-secteurs du Commerce de détail.

	Secteur	Valeurs	Prévisions	Différence	Différence %
Chiffre d'affaires hors taxes (en millions d'euros)	C471	251 971,81	241 707,04	10 264,78	4,25%
	C477	99 116,23	106 799,50	-7 683,27	-7,19%
	C479	26 311,43	21 276,36	5 035,06	23,67%
Effectifs équivalent temps plein (ETP) sur l'exercice comptable	C471	691 717,90	651 318,40	40 399,50	6,20%
	C477	349 843,10	393 076,63	-43 233,53	-11,00%
	C479	49 579,60	44 731,38	4 848,23	10,84%
Marge commerciale (en millions d'euros)	C471	54 882,13	50 463,09	4 419,04	8,76%
	C477	35 918,38	41 129,05	-5 210,67	-12,67%
	C479	8 612,15	7 335,11	1 277,04	17,41%

Nombre total d'entreprises	C471	34 891,00	33 063,85	1 827,15	5,53%
	C477	131 219,00	137 216,25	-5 997,25	-4,37%
	C479	101 765,00	94 773,25	6 991,75	7,38%
Part du chiffre d'affaires provenant des ventes par Internet	C471	4,70	2,78	1,93	69,42%
	C477	2,30	1,13	1,18	104,42%
	C479	62,70	52,43	10,28	19,61%
Taux d'autofinancement	C471	128,6	127,856748	0,74325186	0,58%
	C477	343,3	166,725	176,575	105,91%
	C479	129,6	117,325	12,275	10,46%
Taux d'Investissement	C471	14,1	16,425	-2,325	-14,16%
	C477	9,7	15,5700227	5,87002268	37,70%
	C479	31,9	30,75	1,15	3,74%
Taux de marge d'exploitation	C471	23,6	20,95	2,65	12,65%
	C477	32,6	24,85	7,75	31,19%
	C479	43,2	39,325	3,875	9,85%
Taux de rentabilité économique	C471	8,8	7,9	0,9	11,39%
	C477	14	10,25	3,75	36,59%
	C479	20,1	17	3,1	18,24%

Quant au coût total du confinement dans ce secteur du commerce de détail, l'addition des différences au niveau des variables principales révèle que l'impact des confinements a été limité. Le chiffre d'affaires du secteur est supérieur aux prévisions, avec un écart de 8794 millions d'euros, tout comme les effectifs temps pleins, supérieurs de 1431656. Mais le nombre d'entreprises, lui, est inférieur aux prévisions. En effet, 12 642 entreprises supplémentaires ont fermé par rapport aux prévisions. Cela traduit le poids énorme du sous-secteur C471, à savoir les magasins de détails non spécialisés dont font partie les grandes surfaces, dans le secteur du Commerce de détail. Ce sous-secteur semble avoir profité de la crise, pour générer plus de valeur. Les autres sous-secteurs, eux, ont tous soufferts de la pandémie, mis à part peut-être le commerce de détail hors magasin, la vente en ligne donc. La fermeture de nombreuses entreprises semble donc provenir des sous-secteurs au poids modeste dans le secteur Commerce, à savoir des magasins de détails spécialisés, alimentaires ou autre, qui ont été très durement impactés.

Tableau 2. Coût des confinements sur l'année 2020 pour le secteur du Commerce de détail.

En termes de	Chiffre d'affaires	Effectifs Temps Plein	Nombre d'entreprises
Coûts pour le secteur Commerce	- 8 794,80425	- 1 431 656,2	12 642,34895

2.2. HOTELLERIE – RESTAURATION.

Les sous – secteurs de l'hôtellerie restauration, eux, ont tous été touchés négativement par la pandémie. Les deux secteurs ayant subi la plus grande perte de chiffre d'affaires sont les secteurs des Hotels et assimilés, ainsi que le secteur des restaurants. Les prévisions sont donc présentées pour ces deux sous-secteurs. Les prévisions de l'ensemble des sous-secteurs sont disponibles en annexe (Tableau 6).

Pour le secteur des Hôtels et hébergement similaire (HR551), l'analyse des chiffres révèle des écarts significatifs entre les valeurs réelles et les prévisions. Le chiffre d'affaires hors taxes a une différence négative de 7 699,31 millions d'euros (- 42.5%). Pour la clientèle étrangère et

nationale, les différences sont respectivement de - 4 540 et - 3 302,80 clients, traduisant l'impact des restrictions en matière de déplacement. En matière d'emploi, les ETP sont aussi en dessous des prévisions, marquant une différence négative de -50 524 emplois. Les investissements corporels bruts hors apports et la valeur ajoutée hors taxes ne montrent pas d'écarts considérables avec les prévisions, mais l'EBE est largement inférieur aux prévisions. Le nombre d'entreprises est également en deçà des prévisions.

Pour le secteur Restaurants et services de restauration mobile (HR561), le chiffre d'affaires est là aussi bien en dessous des prévisions, avec un manque à gagner de – 17 568 millions d'euros. La clientèle étrangère et nationale a également été très affectée, avec près de -1 348 clients étrangers de moins, et -12 558 clients français de moins. L'EBE, comme les investissements et la valeur ajoutés, sont eux aussi largement en dessous des prévisions. Les restaurants ont donc été largement affectés par les restrictions, les indicateurs financiers révèlent l'ampleur des difficultés rencontrées.

Tableau 3. Prévisions pour l'année 2020 pour les sous-secteurs de l'Hôtellerie Restauration.

	Secteur	Valeurs	Prévisions	Différence	Différence %
Chiffre d'affaires hors taxes	HR551	10 419,84	18 119,15	-7 699,31	-42,49%
	HR561	41 227,55	58 795,72	-17 568,17	-29,88%
Clientèle étrangère	HR551	2 808,00	7 348,75	-4 540,75	-61,79%
	HR561	4 151,82	5 500,11	-1 348,29	-24,51%
Clientèle nationale	HR551	7 611,84	10 914,64	-3 302,80	-30,26%
	HR561	37 075,73	49 634,16	-12 558,43	-25,30%
Effectifs équivalent temps plein (ETP)	HR551	96 083,30	146 607,98	-50 524,68	-34,46%
	HR561	380 645,60	480 577,48	-99 931,87	-20,79%
Nombre total d'entreprises	HR551	20 634,00	21 702,75	-1 068,75	-4,92%
	HR561	165 112,00	161 321,75	3 790,25	2,35%
Excédent Brut d'Exploitation	HR551	-931,934	2016,23575	-2948,16975	-146,22%
	HR561	2411,068	4201,125	-1790,057	-42,61%
Investissements corporels bruts hors apports (en millions d'euros)	HR551	3257,585	2950,3415	307,2435	10,41%
	HR561	3175,691	3242,49412	-66,8031191	-2,06%
Valeur ajoutée hors taxes (en millions d'euros)	HR551	3085,033	8510,895	-5425,862	-63,75%
	HR561	15169,027	24763,513	-9594,48598	-38,74%

Quant au coût total du confinement dans le secteur de l'hôtellerie restauration, l'addition des différences au niveau des variables principales révèle un impact largement négatif. Le chiffre d'affaires est nettement inférieur aux prévisions, avec un manque à gagner de 32 366 millions d'euros. Les effectifs temps plein ont largement diminué également, avec une différence négative de 198210. Cependant, 8604 entreprises supplémentaires par rapport aux prévisions ont été créées. Cela peut s'expliquer par le décalage dans le lancement des entreprises, imposé par la pandémie. Les investisseurs et les entrepreneurs n'ont donc pas été découragés et ont misé sur une reprise de l'activité et du tourisme à la levée des restrictions, ce qui explique un nombre d'entreprise croissant.

Tableau 4. Coût des confinements sur l'année 2020 pour le secteur de l'Hôtellerie Restauration.

En termes de	Chiffre d'affaires	Effectifs Temps Plein	Nombre d'entreprises
Coûts pour le secteur Hôtellerie Restauration	32 366,83439	198210,475	- 8604,194749

CONCLUSION.

En conclusion, l'analyse détaillée des données sectorielles révèle que le confinement a eu un coût économique considérable pour les secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie-restauration, bien que de manière disparate. Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, les confinements ont entraîné un manque à gagner substantiel de 32 366 millions d'euros en chiffre d'affaires, en plus d'une baisse de 198 210 en effectifs équivalents temps plein, reflétant une pression sévère sur l'emploi dans le secteur. Presque tous les indicateurs financiers ont évolué négativement par rapport aux prévisions. Paradoxalement, le nombre d'entreprises a connu une augmentation inattendue de 8 604 unités, suggérant une anticipation de reprise économique post-confinement et une résilience entrepreneuriale malgré la crise.

Pour le secteur du commerce de détail, l'impact a été moins prononcé. Ce secteur a même enregistré une performance supérieure aux prévisions avec un excédent de chiffre d'affaires de 8794 millions d'euros et un surplus de 1 431 656 effectifs équivalents temps plein. Cependant, 12 642 entreprises de plus que prévu ont fermé, illustrant une situation contrastée au sein du secteur. Le sous-secteur des grandes surfaces a bénéficié de la crise, alors que les magasins spécialisés et les petits commerces ont subi des fermetures massives, probablement exacerbées par la montée en puissance du commerce en ligne. Ces différences d'impacts sont également observées dans les indicateurs financiers, avec une évolution positive de ces indicateurs pour la vente en ligne et les grandes surfaces.

L'analyse des conséquences économiques des confinements sur les secteurs clés de l'économie souligne l'importance cruciale de cibler efficacement les aides gouvernementales et les mesures de soutien. Cette nécessité découle principalement des disparités d'impact observées entre les différents sous-secteurs. Tandis que certains, comme les hypermarchés et les plateformes de vente en ligne, ont bénéficié indirectement des confinements grâce à une augmentation de la demande pour les achats en ligne et les biens de consommation essentiels, d'autres, notamment les petits commerces de détail spécialisés et l'ensemble du secteur de l'hôtellerie-restauration, ont subi des pertes économiques considérables. Ces derniers, avec leurs structures de coûts fixes élevés et leur dépendance à la fréquentation physique, se retrouvent dans une position particulièrement vulnérable, nécessitant des aides ciblées pour survivre et se rétablir.

Il est impératif de mettre en place des mesures de soutien différenciées qui tiennent compte des besoins spécifiques de chaque sous-secteur. Pour les petits commerces et l'hôtellerie-restauration, des aides directes, des subventions, des allègements fiscaux, ou encore des prêts à taux réduit peuvent être des leviers efficaces pour pallier le manque à gagner et soutenir le maintien de l'emploi. Ces mesures doivent être accompagnées par des politiques de développement durable, incitant à une transition vers le numérique et à une diversification des services proposés, afin de renforcer la résilience face aux crises futures. Par ailleurs, encourager la consommation locale et soutenir le tourisme intérieur peuvent également jouer un rôle crucial dans la reprise de ces secteurs.

Une politique de soutien efficace dans le contexte d'une crise sanitaire doit être dynamique et réactive, capable de s'adapter aux évolutions du marché et aux spécificités sectorielles. Elle doit viser à minimiser les inégalités exacerbées par la crise, à favoriser une reprise économique équilibrée. Le ciblage des aides est donc une stratégie essentielle, non seulement pour atténuer les impacts immédiats de la crise mais aussi pour jeter les bases d'une croissance durable à long terme des secteurs les plus touchés.

ANNEXES.

Tableau 5. Coût des confinements – par variables - sur l'année 2020 pour le secteur du Commerce de détail.

	Secteur	Valeurs	Prévisions	Différence	Différence %
Chiffre d'affaires hors taxes (en millions d'euros)	C471	251 971,81	241 707,04	10 264,78	4,25%
	C472	23 009,16	19 045,31	3 963,85	20,81%
	C473	5 272,48	7 386,55	-2 114,07	-28,62%
	C474	3 593,43	3 150,16	443,27	14,07%
	C475	48 160,95	49 187,57	-1 026,62	-2,09%
	C476	17 285,49	16 568,35	717,13	4,33%
	C477	99 116,23	106 799,50	-7 683,27	-7,19%
	C478	3 873,08	4 678,41	-805,33	-17,21%
	C479	26 311,43	21 276,36	5 035,06	23,67%
Effectifs équivalent temps plein (ETP) sur l'exercice comptable	C471	691 717,90	651 318,40	40 399,50	6,20%
	C472	83 129,60	73 402,93	9 726,68	13,25%
	C473	11 580,30	12 147,43	-567,13	-4,67%
	C474	11 758,50	10 235,30	1 523,20	14,88%
	C475	161 168,70	170 772,73	-9 604,02	-5,62%
	C476	60 859,20	61 365,08	-505,88	-0,82%
	C477	349 843,10	393 076,63	-43 233,53	-11,00%
	C478	11 185,70	14 606,35	-3 420,65	-23,42%
	C479	49 579,60	44 731,38	4 848,23	10,84%
Marge commerciale (en millions d'euros)_	C471	54 882,13	50 463,09	4 419,04	8,76%
	C472	7 272,88	6 571,68	701,20	10,67%
	C473	1 231,32	1 654,62	-423,30	-25,58%
	C474	808,26	765,26	43,00	5,62%
	C475	17 159,04	17 236,91	-77,87	-0,45%
	C476	4 819,59	0,00	4 819,59	-
	C477	35 918,38	41 129,05	-5 210,67	-12,67%
	C478	1 417,13	1 791,70	-374,57	-20,91%
	C479	8 612,15	7 335,11	1 277,04	17,41%
Nombre total d'entreprises	C471	34 891,00	33 063,85	1 827,15	5,53%
	C472	43 392,00	44 699,00	-1 307,00	-2,92%
	C473	2 776,00	3 046,25	-270,25	-8,87%
	C474	7 241,00	7 359,75	-118,75	-1,61%
	C475	26 672,00	28 727,25	-2 055,25	-7,15%
	C476	19 328,00	21 052,00	-1 724,00	-8,19%
	C477	131 219,00	137 216,25	-5 997,25	-4,37%
	C478	73 142,00	83 130,75	-9 988,75	-12,02%
	C479	101 765,00	94 773,25	6 991,75	7,38%
Part du chiffre d'affaires provenant des ventes par Internet	C471	4,70	2,78	1,93	69,42%
	C472	0,30	0,00	0,30	-
	C474	3,70	0,00	3,70	-
	C475	4,10	2,90	1,20	41,38%

	C476	4,90	0,00	4,90	-
	C477	2,30	1,13	1,18	104,42%
	C478	1,10	0,00	1,10	-
	C479	62,70	52,43	10,28	19,61%
Taux d'autofinancement	C471	128,6	127,856748	0,74325186	0,58%
	C472	266,4	215,675	50,725	23,52%
	C474	137,4	0	137,4	-
	C475	317,8	0	317,8	-
	C476	293,2	0	293,2	-
	C477	343,3	166,725	176,575	105,91%
	C478	219,7	0	219,7	-
	C479	129,6	117,325	12,275	10,46%
Taux d'Investissement	C471	14,1	16,425	-2,325	-14,16%
	C472	11,2	11,65	-0,45	-3,86%
	C474	6,5	0	6,5	-
	C475	6,6	9,525	-2,925	-30,71%
	C476	8,4	10,525	-2,125	-20,19%
	C477	9,7	15,5700227	5,87002268	37,70%
	C478	8,6	9,275	-0,675	-7,28%
	C479	31,9	30,75	1,15	3,74%
Taux de marge d'exploitation	C471	23,6	20,95	2,65	12,65%
	C472	33,8	27,625	6,175	22,35%
	C474	19,1	26,725	-7,625	-28,53%
	C475	29,4	24,4	5	20,49%
	C476	23,5	20,4	3,1	15,20%
	C477	32,6	24,85	7,75	31,19%
	C478	25,8	26,15	-0,35	-1,34%
	C479	43,2	39,325	3,875	9,85%
Taux de rentabilité économique	C471	8,8	7,9	0,9	11,39%
	C472	24,8	18,875	5,925	31,39%
	C474	8,5	14,975	-6,475	-43,24%
	C475	21,4	17,5	3,9	22,29%
	C476	10	8,35	1,65	19,76%
	C477	14	10,25	3,75	36,59%
	C478	8,7	8,95	-0,25	-2,79%
	C479	20,1	17	3,1	18,24%

Tableau 6. Coût des confinements – par variables - sur l'année 2020 pour le secteur de l'Hôtellerie Restauration.

	Secteur	Valeurs	Prévisions	Différence	Différence %
Chiffre d'affaires hors taxes	HR551	10 419,84	18 119,15	-7 699,31	-42,49%
	HR552	4 597,24	6 391,60	-1 794,36	-28,07%
	HR553	2 602,86	2 891,19	-288,33	-9,97%
	HR561	41 227,55	58 795,72	-17 568,17	-29,88%
	HR562	9 710,93	13 649,60	-3 938,67	-28,86%
	H563	5 353,57	6 431,56	-1 077,99	-16,76%
Clientèle étrangère	HR551	2 808,00	7 348,75	-4 540,75	-61,79%
	HR552	686,41	0,00	686,41	-
	HR553	574,03	917,05	-343,03	-37,41%
	HR561	4 151,82	5 500,11	-1 348,29	-24,51%
	HR562	435,19	838,56	-403,37	-48,10%
	H563	276,02	411,13	-135,11	-32,86%
Clientèle nationale	HR551	7 611,84	10 914,64	-3 302,80	-30,26%
	HR552	3 910,84	5 228,21	-1 317,37	-25,20%
	HR553	2 028,83	1 974,14	54,69	2,77%
	HR561	37 075,73	49 634,16	-12 558,43	-25,30%
	HR562	9 275,74	12 965,53	-3 689,78	-28,46%
	H563	5 077,55	6 020,48	-942,93	-15,66%
Effectifs équivalent temps plein (ETP)	HR551	96 083,30	146 607,98	-50 524,68	-34,46%
	HR552	21 728,90	32 406,48	-10 677,58	-32,95%
	HR553	15 679,30	16 278,25	-598,95	-3,68%
	HR561	380 645,60	480 577,48	-99 931,87	-20,79%
	HR562	102 529,60	130 180,65	-27 651,05	-21,24%
	H563	33 880,70	42 707,05	-8 826,35	-20,67%
Nombre total d'entreprises	HR551	20 634,00	21 702,75	-1 068,75	-4,92%
	HR552	29 447,00	24 978,25	4 468,75	17,89%
	HR553	4 997,00	5 096,56	-99,56	-1,95%
	HR561	165 112,00	161 321,75	3 790,25	2,35%
	HR562	12 008,00	10 362,25	1 645,75	15,88%
	H563	34 743,00	34 875,25	-132,25	-0,38%
Excédent Brut d'Exploitation	HR551	-931,934	2016,23575	-2948,16975	-146,22%
	HR552	-390,264	0	-390,264	-
	HR553	484,367	520,49225	-36,12525	-6,94%
	HR561	2411,068	4201,125	-1790,057	-42,61%
	HR562	-125,155	686,78975	-811,94475	-118,22%
	H563	854,804	828,886	25,918	3,13%
Investissements corporels bruts hors apports (en millions d'euros)	HR551	3257,585	2950,3415	307,2435	10,41%
	HR552	1032,883	0	1032,883	-
	HR553	710,51	655,57625	54,93375	8,38%
	HR561	3175,691	3242,49412	-66,8031191	-2,06%
	HR562	321,776	425,183605	-103,407605	-24,32%
	H563	368,754	0	368,754	-

Valeur ajoutée hors taxes (en millions d'euros)	HR551	3085,033	8510,895	-5425,862	-63,75%
	HR552	688,408	1775,716	-1087,308	-61,23%
	HR553	1138,35	1317,20325	-178,85325	-13,58%
	HR561	15169,027	24763,513	-9594,48598	-38,74%
	HR562	4316,072	6222,61725	-1906,54525	-30,64%
	H563	2135,623	2787,6825	-652,0595	-23,39%

Références

- DAUVIN Magali, DUCOUDRÉ Bruno, HEYER Éric et al., « Évaluation au 26 juin 2020 de l'impact économique de la pandémie de la Covid-19 et des mesures du confinement et du déconfinement en France », *Revue de l'OFCE*, 2020/2 (166), p. 111-160. DOI : 10.3917/reof.166.0111. URL : <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2020-2-page-111.htm>.
- KANDOUSSI Malak, LANGOT François, « Confinement et chômage en France », *Revue d'économie politique*, 2021/6 (Vol. 131), p. 971-1009. DOI : 10.3917/redp.316.0151. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-politique-2021-6-page-971.htm>.
- Données : Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques (INSEE), <https://www.insee.fr/fr/statistiques>.
- Fondation IFRAP, « Coût du confinement : de 4 à 16 milliards d'euros/semaine », <https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/cout-du-confinement-de-4-16-milliards-deurossemaine>.
- Le Point, « Covid-19 : le coût exorbitant de 3 ans de crise pour les finances publiques », https://www.lepoint.fr/economie/covid-19-le-cout-exorbitant-de-3-ans-de-crise-pour-les-finances-publiques-19-01-2022-2461259_28.php.
- Ouest-France, « Covid-19 : Qui a vraiment bénéficié du 'quoi qu'il en coûte' ? Ce que l'on sait trois ans après », <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/covid-19-qui-a-vraiment-beneficie-du-quoi-quil-en-coute-ce-que-lon-sait-trois-ans-apres-04706852-74b3-11ed-b4b8-b174713e5917>.